

Regard conscient

La force de faire face à notre histoire

Octobre 2003 • No 12

Édito

L'économie sacrificielle



© H. Armstrong Roberts, 1988

2 **Actualité**
Brèves
Sacrifice collectif

Société
Le roi est mort,
vive l'économie!
Spirale dépressive 3

4 **Leaders**
Le sort funeste de J6M
Croissance

Leaders 5
(suite)

6 **Famille**
Souffrances des arrivistes
Bénéfices et sacrifices

Concepts 7
Symbole d'errance

8 **Perspectives**
Face aux maîtres du
monde

En France, un déficit record de 12,4 milliards d'euro, prévu pour 2003, menace de banqueroute l'ensemble de l'édifice dit de protection sociale. Dans le même temps, la dette publique a dépassé le seuil critique de 60 % du Produit intérieur brut (PIB), fixé par le traité de Maastricht. Le seul paiement des intérêts de cette dette pourrait bientôt représenter le premier poste du budget de l'État, devant celui de l'Éducation nationale (1).

Ces chiffres traduisent la résistance de la classe politique, toutes tendances confondues, à redistribuer équitablement les fruits de la richesse commune, dans le respect de l'intégrité de chacun. Au nom d'idéologies variables et fluctuantes, nos élus s'acharnent au contraire à sacrifier l'intérêt collectif par fidélité à leurs convictions politiques. Le « contrat social » qui unit le peuple et ses dirigeants est périodiquement remis en cause et semble aujourd'hui sur le point de se rompre, en France comme ailleurs.

Il est d'autant plus urgent d'aborder l'actualité économique dans la perspective de ses enjeux relationnels. Telle que nous la connaissons aujourd'hui, l'économie est une structure collective qui a pour fonction inconsciente le refoulement de nos souffrances. À travers l'aliénation au travail et la consommation compensatoire, les agents économiques s'entendent pour dénier leur dimension d'être humain, au nom, notamment, de l'idéologie du Progrès. Chacun s'imagine pouvoir « fonctionner » à son poste en se coupant de son histoire personnelle, de son vécu émotionnel et affectif, sacrifiant ainsi sa conscience.

Cette schizophrénie collective entraîne la communauté humaine dans une spirale dépressive, dont l'actuelle récession économique est l'un des symptômes. Les

sociétés industrielles se sont structurées sur un mode d'organisation - dont l'apogée fut la royauté - dans lequel le Père gère les hommes, les femmes et les enfants comme des propriétés personnelles (page 3). Parce qu'ils refoulent ce pénible héritage, les peuples délèguent à leurs dirigeants la responsabilité de solutionner les problèmes qui découlent de leur attachement à rester aveugle. Ils refusent d'accueillir l'émergence de sentiments profonds issus de l'enfance, notamment les humiliations infligées à l'expression de la souffrance chez l'enfant (page 4). En conséquence de ce refus, et pour tenter d'exorciser leur mal-être, les groupes humains procèdent périodiquement à de douloureux sacrifices expiatoires qui ne font que renforcer le déni collectif de la souffrance et les précipitent vers des mises en actes de plus en plus graves (pages 4 et 5).

Ce sont pourtant dans nos lignées familiales que réside la compréhension du sens de nos comportements présents. L'élite bourgeoise, par exemple, a édifié une structure complexe de refoulement de sa souffrance sur la base du déni de l'intégrité de ses enfants (page 6). Elle s'est imposée en modèle social de réussite pour masquer la profondeur de son vécu refoulé et la dangerosité de ses rejouements (page 8). Devant l'inconscience de nos représentants politiques et économiques, il nous appartient de mettre à jour le mensonge que constituent les doctrines économiques. Il nous revient d'accueillir notre propre histoire refoulée et celle de nos familles, libérant ainsi l'avenir du poids de notre passé.

Marc-André Cotton

(prochaine parution : décembre 2003)

(1) Lire Le Canard Enchaîné, 3.9.03.

Brèves

Le coût du refoulement

L'archevêché de Boston avait offert en août 55 millions de dollars pour l'abandon des 542 procédures en cours contre ses prêtres pédophiles. Les négociations menées par les avocats ont atteint 85 millions de dollars à la conclusion de l'accord. (ATS, 9.8.03 et 9.9.03; AFP, 10.9.03)

La bourgeoisie blanche américaine de Boston manifeste clairement le peu de cas qu'elle fait de la vérité et de sa responsabilité. Sans l'aveuglement des parents et de l'ensemble des adultes, aucun abus n'aurait pu être commis sur ces enfants. Afin de préserver son statut social et ses privilèges, la hiérarchie est prête à payer les souffrances des êtres pour les faire tomber dans l'oubli. Mais la responsabilité va bien au-delà de ce passé de douleur. Quelles relations ces enfants maltraités et réduits au silence ont-ils eues, devenus adultes, avec leurs conjoints et leurs propres enfants? Aucun paiement, aucune compensation ne peut effacer les conséquences des actes commis. Seule la mise à jour des causes de la souffrance pourrait éviter de nouveaux passages à l'acte.

Boeing, Boeing, boum!

Pour le constructeur d'avions intercontinentaux *Boeing*, la sécurité n'est pas un vain mot. C'est une illusion! Seule la sécurité de ceux qui lui rapportent de l'argent lui importe. La vie des autres, *Boeing* la fait sauter à coup d'explosifs. Cette société, également spécialisée dans l'armement, vient de remporter le contrat de développement, test et fabrication de 24 000 micro-bombes, pour un montant de 2,5 milliards de dollars. (ATS, 8.8.03)

Des voyages pour les uns, des bombes pour les autres, *Boeing* n'épargne pas son énergie pour nous faire monter au ciel!

Vice de fond

La maison de courtage *Willis Owen* va lancer en Grande-Bretagne le premier fonds d'investissement spécialisé dans le vice, regroupant les actions d'entreprises fabriquant des cigarettes, de l'alcool ou des armes. Elle n'inclura pas un groupe australien de maisons closes pourtant coté en bourse «*parce que le retour sur investissement n'est pas très bon*». (AFP, 27.8.03)

La structure même de l'économie de marché permet aux intermédiaires et aux investisseurs de ne pas se sentir responsable de ce qu'ils utilisent et ma-

Sacrifice collectif

Les réformes programmées des retraites feront payer aux plus pauvres notre incapacité à redistribuer équitablement les richesses communes. Un exemple de jeu collectif.

Tous les acteurs économiques européens, syndicats y compris, s'accordent sur la nécessité de revoir à la baisse les systèmes de retraite. Ce consensus est la marque d'un jeu collectif. En apparence, le constat est incontournable: la faible croissance économique actuelle n'est plus en mesure d'assurer le même niveau de pension à une population toujours plus âgée. Dès lors, chacun comprend que des «*sacrifices*» soient inévitables. Mais cette équation simpliste masque la vérité économique. En réalité, du fait du progrès technique, les personnes actives d'aujourd'hui produisent considérablement plus que celles d'hier, et cette tendance continue à se renforcer. Pourquoi ces gains de productivité ne peuvent-ils être redistribués équitablement à l'ensemble de la collectivité? Parce que nos souffrances nous enchaînent à la nécessité de remettre en scène les traumatismes subis.

Dans les faits, l'augmentation de la productivité du travail a surtout dopé les bénéfices des entreprises, qui s'attribuent aujourd'hui, en France, 42,8% des flux financiers générés par leurs activités, soit une augmentation de plus de trente pour cent en vingt ans, au détriment de la rémunération du travail. Comme le financement des retraites repose justement sur des cotisations calculées en fonction de la masse salariale, les déficits actuels étaient donc arithmétiquement programmés (1).

Accord tacite

En termes monétaires, cela signifie que les salariés ont été spoliés d'une part significative de leur contribution à la richesse collective, en faveur de la rémunération monétaire du capital. Ce privilège accordé aux investisseurs repose sur la croyance que la compétitivité des entreprises est génératrice de richesses pour la nation, dans un contexte de guerre économique mondialisée. Mais en termes humains, cet accord tacite entre les agents économiques implique que chacun accepte de refouler les souffrances vécues dans son activité

économique, en particulier du fait de la déshumanisation croissante des processus de production et de décision.

Jusqu'à récemment, pour entretenir l'illusion et justifier le refoulement de leurs souffrances, les uns songeaient à leur future retraite et les autres à leurs profits immédiats. Ces promesses trompeuses avaient pour fonction inconsciente de compenser le déni et les humiliations jouées dans les relations de travail, reflets des souffrances vécues dans les familles. Mais aujourd'hui, la débâcle des marchés financiers a emporté avec elle une bonne

partie de ces richesses virtuelles. Pour éviter une prise de conscience collective, les acteurs économiques délèguent à leurs représentants la responsabilité de sacrifier les plus pauvres. C'est un exorcisme qui ne peut que retarder l'échéance à laquelle nous devons, ensemble, concevoir un système économique humain.

M. Co.



© Charlie Hebdo, 16.4.03

Projections

Plutôt que de reconnaître l'origine de leurs angoisses, les citoyens en font porter l'entière responsabilité à leurs leaders.

nipulent. Noyés dans leur inconscience, ils compensent leur terrible insensibilité en accumulant des richesses virtuelles qu'ils vont ensuite «détruire» en bourse pour justifier de continuer à refouler leur souffrance jusqu'à la mort.

Note:

(1) Lire Martine Bulard, *Financer les retraites autrement...*, Le Monde Diplomatique, juillet 2003.

Le roi est mort, vive l'économie !

De la royauté à la démocratie, les hommes ont constitué une organisation patriarcale qui légitime leur prise de pouvoir sur l'économie.

L'économie, du grec *oikonomos*, qui signifiait « l'organisation, la disposition », devint dès le XVI^e siècle « l'art de bien gérer la maison » (1). La maison représentait l'ensemble de ce qui était dominé par les rejouements de l'homme. Le maintien de ce rôle impliquait que les hommes soient solidaires dans cette usurpation. Les pères considéraient leur progéniture comme leur bien et disposaient de leur vie (donc de leur mort) selon leur bon vouloir (capacité de violence) et des avantages financiers et sociaux qu'ils pouvaient en tirer. Le *pater familias*, maître absolu, gérait les hommes, les femmes et les enfants, les bêtes, les biens mobiliers et immobiliers selon son rejouement personnel : le Père était la famille, la famille était au Père.

Gestion mafieuse

La complexification de la gestion du refoulement engendra un glissement de sens vers une « bonne gestion des biens d'autrui » puis une « gestion où l'on évite toute dépense inutile ». Le pays, représentation des caractéristiques dominantes des rejouements familiaux, était donc géré comme la famille, le roi était le maître. Tant que les richesses remontaient jusqu'à lui, il laissait faire le pillage et l'exploitation de ceux qui lui étaient soumis. En témoignent les biens considérables accumulés par les divers ministres, conseillers, fermiers généraux et autres nobles. Le pays et ses habitants étaient considérés comme la propriété du roi et de ses vassaux, qui tous se servaient, et exploitaient sans pitié les gens (sélection et distribution des rôles), au nom de la conservation et de l'élévation de leur rang social (compensation). On parlerait aujourd'hui de gestion mafieuse.

Lumières aveugles

Le XVIII^e siècle, dit *des Lumières*, vit l'élévation des classes bourgeoises. Celles-ci, dont l'enrichissement récent était complètement en prise avec la misère du peuple, voulaient se distancer des causes réelles de leurs souffrances. Cette distanciation sera appelée *élévation sociale*. Pour opérer

ce déni de la réalité, les bourgeois vont transcender leur souffrance en l'intellectualisant au lieu de l'accueillir. Les littéraires magnifièrent les sentiments humains pour mieux refouler ceux qui les envahissaient ; les philosophes ennoblirent les aspirations des hommes pour mieux refouler leur besoin de vérité ; les scientifiques confisquèrent la matière et la vie pour détourner de leurs causes réelles les conséquences des comportements humains. Dans ce processus, l'économie devint « science des phénomènes concernant la production, la distribution et la consommation des biens. »

Propriétaires anonymes

La Révolution française décapita un Roi-Père, des ministres et des nobles qui ne se sentaient pas responsables et les désigna coupables de la catastrophe humaine vécue par le peuple. Mais les nouveaux maîtres durent trouver le moyen de conserver le Pouvoir tout en ne devenant pas à

En cela, ils étaient les dignes représentants des parents qui finissent par reprocher à leurs enfants de ne pas leur être reconnaissants pour tout ce qu'ils font pour eux et pour leur bien, alors qu'ils agissent pour conserver ou dépasser leur situation sociale au lieu de mettre à jour les dynamiques relationnelles dans lesquelles ils se sentent pris. Ainsi, les propriétaires anonymes de la République rendirent le peuple responsable des conséquences de l'usage qu'eux-mêmes faisaient du Pouvoir.

Irresponsabilité légale

Cette légitimité légale de l'irresponsabilité des représentants du Pouvoir fut le terreau de l'industrialisation générale du XIX^e siècle. Des sociétés industrielles et bancaires nationales puis multinationales récoltèrent des revenus souvent aussi importants que ceux de petits Etats. Elles étaient gérées intérieurement comme des familles (mafia), mais socialement

Spirale dépressive

L'économie est un schéma de gestion de la souffrance collective mis en place par les représentants de la collectivité : le Pouvoir (le père pour la famille, le chef pour la tribu, le maire pour le village ou les gouvernants pour le pays, etc).

Lorsque ceux-ci – *en tant qu'êtres humains* – renoncent à mettre à jour les dynamiques relationnelles et les problématiques en jeu dans la société, ils trahissent leur responsabilité.

L'économie, dont la fonction réelle est de prévoir ce qui met en danger la vie (climat, disette, etc.), devient alors une spirale dépressive par laquelle le Pouvoir aspire la richesse collective (humaine et matérielle) pour compenser sa souffrance personnelle et son impuissance à mettre à jour. Ces compensations assèchent l'être-au-pouvoir au fur et à mesure qu'il les consomme.

B. G.

leur tour des figures trop visibles pour une vindicte populaire qu'ils avaient eux-mêmes justifiée et alimentée. À la royauté nominative et arrogante succéda une démocratie anonyme tout aussi prétentieuse. Ces maîtres élus devinrent des représentants non responsables d'un Pouvoir *supernaturel* (le Dieu-Nation et ses symboles) soi-disant nécessaire au bien commun et dont ils prétendaient être les serviteurs, alors qu'ils en étaient les propriétaires et les premiers bénéficiaires. Les alternances et les élections furent des leurres destinés à se croire innocents de tout reproche de n'avoir pas mis à jour ce pourquoi ils avaient d'abord été choisis.

en niant toute responsabilité humaine et politique. Les profits, distribués discrètement aux agents assurant la domination du Pouvoir sur l'économie, entretiennent l'idée artificielle que l'économie actuelle, doit *naturellement* prendre le pas sur le politique, qui lui est censé gérer l'ensemble de la collectivité. Dans ce contexte, le rôle qu'accepte le politique se réduit à éduquer le peuple à devenir des citoyens-consommateurs dociles et aveugles.

Bernard Giossi

Note :

(1) Les définitions sont extraites du *Dictionnaire historique de la langue française*, Le Robert, Paris, 1998.

Le sort funeste de J6M

Certains décideurs économiques remplissent une fonction bien précise dans les dynamiques inconscientes des nations : ils ordonnent le sacrifice collectif de la richesse commune, souvent au prix de leur propre tête. La trajectoire fulgurante de Jean-Marie Messier, ex-PDG de Vivendi Universal, en fournit un exemple.

Par dérision, les *Guignols de l'Info* l'avaient surnommé « Jean-Marie Messier Moi-Même Maître du Monde » – ou J6M – un superlatif qui renvoyait à J2M, ses initiales aux couleurs de la Nouvelle économie. Pour l'élite de la finance anglo-saxonne, c'était « le dirigeant le plus dynamique du monde dans le secteur des médias et de la communication » (*Financial Times*, 12.01). Jusqu'à sa démission forcée, au début de l'été 2002, de la tête d'un empire financier dont la dette fut alors estimée à 34 milliards d'euros. En deux ans et demi, l'action *Vivendi Universal* (VU) avait perdu 85 % de sa valeur boursière.

Croissance

Les raisonnements économiques réduisent la femme et l'homme à des capacités productives. Alors, l'enfant devient un objet encombrant qui détourne ses géniteurs des circuits économiques, au détriment de la collectivité. En conséquence, il serait « rentable » de séparer les nourrissons de leur mère et de les placer en situation de détention dès leur plus jeune âge, dans des « structures d'accueil » baptisées *crèches* par une référence malhonnête à l'étable qui vit naître l'enfant Jésus.

Dans une étude publiée récemment (1), une jeune économiste suisse affirme qu'un franc investi dans une *crèche* en rapporterait trois à la société. Les parents qui se séparent ainsi de leurs enfants conserveraient, d'après elle, « une meilleure position sur le marché » et en retireraient à long terme « un meilleur salaire » que s'ils avaient dû momentanément s'en retirer. Cette mère de deux

Irrésistible ascension

« *L'aventure* » du groupe VU illustre la nature des mises en actes inconscientes qui sont installées entre une collectivité et certains de ses dirigeants économiques ou politiques. D'abord glorifiés par le groupe à l'image de pères providentiels, ces derniers finissent par choir lamentablement sous les critiques, devant les conséquences pourtant prévisibles de leurs décisions. La collectivité procède alors à leur mise à mort symbolique, renforçant par ce rituel la structure névrotique dans laquelle elle s'enferme (1).

En termes de réussite sociale, le parcours de Jean-Marie Messier peut être qualifié d'exemplaire : polytechnicien, énarque à 26 ans, conseiller d'Edouard Balladur pour les privatisations, puis associé gérant de la *Banque Lazard Frères & Cie*, avant d'être nommé à la direction de la *Compagnie Générale des Eaux*, devenue *Vivendi*, puis *Vivendi Universal*. Élève modèle des grandes écoles, formé et promu par l'appareil

politico-administratif, il rejoint le cœur de l'élite économique et chevauche avec succès la vague néo-libérale qui endurecit le capitalisme français. En 2000, lors du rachat de *Canal+*, le directeur de la chaîne déclare à un hebdomadaire : « *Il n'y a pas d'aventure industrielle plus excitante que celle dans laquelle nous embarque Jean-Marie Messier. C'est le vent du large à plein, la course en haute mer.* » (*L'Express*, 19.3.00) La presse européenne salue « *l'irrésistible ascension* » du capitaine d'industrie de la Nouvelle économie française, « *seul maître à bord du deuxième groupe de communication mondial.* » (*Le Temps*, 19.2.01) À ce stade, l'adhésion collective au *leader* est à son apogée.

Légitimité surprenante

Porté par l'euphorie de ses adorateurs, Messier lance son groupe dans une politique frénétique de rachats d'entreprises : en quatre ans, il y en a eu trente, pour un montant total de 100 milliards d'euros. C'est la « phase maniaque » de son *leadership*, caractérisée par une arrogance et un aveuglement qui accélère la fuite en avant. Avec l'effondrement prévisible des bourses, VU n'a plus de marge de manœuvre et son surendettement l'oblige à céder à bas prix des actifs chèrement acquis quelques mois auparavant. Pour son PDG, le groupe va « *mieux que bien* » : VU continue de tirer l'essentiel de ses profits de ses rentes de monopole – l'eau et le téléphone –, notamment sur le marché français.

En tant que *leader* d'une mise en scène collective, sa légitimité d'action est totale et paraît, *a posteriori*, surprenante. L'ancien inspecteur des finances n'hésite pas à utiliser des artifices pour présenter aux actionnaires un résultat brut d'exploitation positif. Par exemple, en comptabilisant au profit du groupe la totalité des résultats de sa filiale des télécoms *SFR*, dont il ne contrôle pourtant que 44 % du capital. En 2001, VU est contraint néanmoins de se soumettre aux nouvelles normes comptables américaines qui imposent aux entreprises de faire figurer dans leurs comptes la valeur actuelle de leurs acquisitions, les obligeant à « éponger » la dégringolade des marchés. Un premier déficit record de 13,6 milliards d'euros réveille alors quelques observateurs de leur transe, tandis que le cours de l'action VU poursuit sa chute vertigineuse (2).

fillettes, elles-mêmes placées en *crèche*, détaille son analyse coûts/bénéfices : « *Les calculs démontrent que le montant fiscal des revenus supplémentaires engendrés [par la présence de] crèches équivaut aux subventions publiques qui garantissent leur existence.* » En termes de dépenses publiques, de telles structures représenteraient donc « *un investissement neutre* » apportant « *une plus-value importante à la collectivité, qu'il est possible de chiffrer.* » (2)

L'avenir pourrait malheureusement confirmer son calcul. En effet, l'enfant séparé de sa mère est contraint de déjouer son immense souffrance par des mécanismes de *compensation*. Ces stratégies, profondément refoulées, formeront la base inconsciente de ses habitudes de futur consommateur et bientôt, il se rendra au supermarché comme vers une généreuse mère de substitution. Parvenu à l'âge adulte, et comme des millions d'autres contemporains, il lui faudra à son tour « *un meilleur salaire* » pour faire face aux multiples dépenses occasionnées par ses consommations compensatoires. Dans cette perspective, séparer son enfant de sa mère lui paraîtra normal. Les statistiques économiques feront alors état d'une « *croissance* », mais cette dernière sera l'indicateur d'un croissant désarroi.

M. Co.

Notes :

(1) Lynn Mackenzie Oth, *La crèche est rentable, c'est son absence qui coûte*, Conférence latine des délégués à l'égalité, 2002 (www.dec.vd.ch/befh/actualites.html).

(2) Citée par François Mauron, « *Les crèches nourrissent la croissance* », *Coopération* No 12, 19.3.03.

En France, après une courte lune de miel avec le sérail du divertissement de masse, «l'arrogance» de Jean-Marie Messier concentre désormais l'essentiel de la critique publique. Dans les milieux culturels, personne ne lui pardonne son aventure américaine avec *Universal* et certaines de ses déclarations fracassantes, telle celle de décembre 2001 : «L'exception culturelle franco-française est morte, vive la diversité culturelle!» dont les médias n'ont retenu que la première partie. Lors de la manifestation qui a suivi le licenciement de Pierre Lescurre, ex-directeur général de Canal+, des pancartes le brocardent en Dracula. Résumant le sentiment général, un autre directeur de la chaîne l'interpelle alors en ces termes : «Tout ce que vous avez touché, vous l'avez dépouillé.» (3)

La fonction inconsciente du leader – les raisons pour lesquelles il fut inconsciemment «choisi» par le groupe – s'exprime à travers les sentiments que partagent maintenant ses actionnaires, ses partenaires économiques et culturels, ainsi qu'une proportion importante de l'opinion publique : *trahison, dépossession, abandon*. Mais au cœur de la tourmente, pressentant la débâcle dans laquelle ils se sont engouffrés, beaucoup font porter au leader l'entière responsabilité de ces sentiments, déjouant ainsi les souffrances qui remontent de l'enfance.

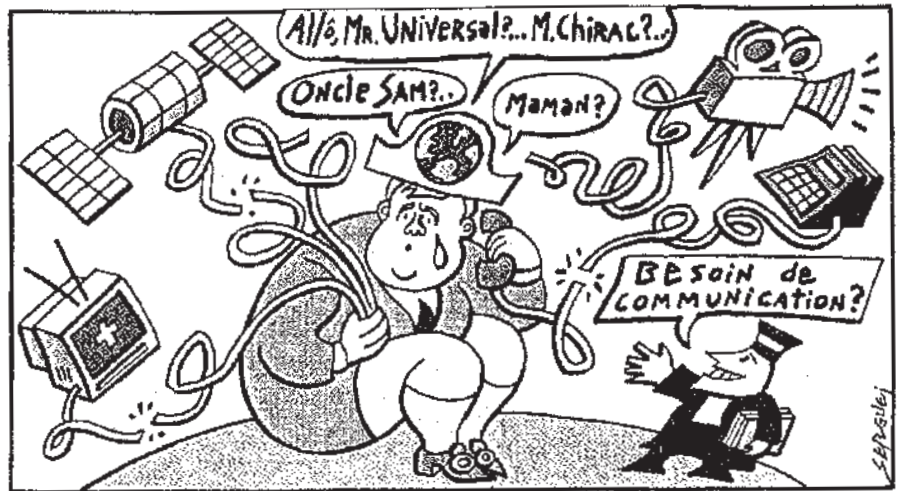
Sacrifice du leader

Quelques mois auparavant, devant les réactions suscitées par la mise en cause de «l'exception culturelle franco-française», un hebdomadaire suisse avait observé : «La messe est dite : Messier, ce mauvais messie, sera crucifié sur l'autel des peurs de l'élite française.» (*L'Hebdo*, 10.1.02) Au lendemain de la démission forcée de Jean-Marie Messier – finalement lâché par les administrateurs de VU – et dans l'attente du probable démantèlement du groupe, *Le Monde* fit paraître en première page une caricature (figure ci-contre) montrant l'ex-PDG sous les traits d'un garçonnet triste et jouflu, cherchant désespérément à joindre un interlocuteur au téléphone («Allô, Mr Universal? M. Chirac? Oncle Sam? Maman?»). Mais, à l'image de sa société en déroute, tous les fils qui le relient aux «réseaux» sont coupés. Une seule présence humaine, sarcastique : celle d'un liquidateur judiciaire venant le rappeler à ses responsabilités d'adulte («Besoin de communication?»).

Dans la dynamique du groupe, la figure du leader manifeste désormais les souffrances collectives refoulées, celles-là même qui furent à l'origine de son

élection, en particulier les humiliations infligées à l'expression de la souffrance de l'enfant. C'est un «bébé» esseulé dont on a sectionné les cordons ombilicaux qui le reliaient à ses multiples placentas artificiels : réseaux satellitaires, bouquets de chaînes télévisées et autres innovations de la révolution numérique. L'homme qui voulait «unir les continents et les contenus de la société de l'information» (*Le Temps*, 2.7.02) – c'est-à-dire créer un vaste réseau mondial

le petit monde de l'édition française connaît alors son «avis de tempête» (*Le Temps*, 28.9.02) : Hachette contrôle maintenant 70% de la distribution du livre et empoche 40 à 50% du chiffre d'affaires du secteur. «Il s'agit d'un tournant décisif. Nous assistons à la deuxième grande concentration [du secteur], explique un spécialiste de l'histoire du livre. Je crains une mise en danger de la diversité [de la presse], des suppressions d'emploi.» (5)



© Le Monde, 3.7.02

intégrant des entreprises qui distribuent l'information et d'autres qui la créent – symbolise maintenant l'une des anxiétés les plus caractéristiques de notre époque : la rupture des liens primordiaux qui unissent les hommes, particulièrement ceux que la mère vit naturellement avec son enfant, arraché trop tôt hors de son giron protecteur par un édifice patriarcal où l'artifice est roi.

Caricature grossière

Le sacrifice de la figure du leader prend alors la forme d'un appauvrissement collectif, au nom de la rationalité économique. C'est l'aboutissement de la «phase dépressive» de son leadership. Dans sa chute, J2M entraîne avec lui *Vivendi Universal*, dont les filiales sont bientôt liquidées à vil prix par son successeur pour tenter d'éviter une faillite. Ainsi, après avoir vu fondre la quasi-totalité de sa capitalisation boursière, et pour échapper aux géants américains qu'il avait jadis courtisé, VU cède par exemple ses activités d'édition au groupe *Hachette* – propriété du fabricant d'armement Jean-Luc Lagardère – pour la somme dérisoire de 1,25 milliards d'euros, sous la bienveillante attention de l'État français. Une société écran, *Natexis Banques Populaires*, est mandatée pour effectuer cette transaction qui contrevient aux lois européennes sur la concurrence (4). À son tour,

Sacrifice

Dans la phase dépressive de son leadership, le leader est sacrifié par le groupe, qui manifeste ainsi l'origine de ses souffrances refoulées.

Par cette opération, le second fournisseur d'armement de l'État français prend aussi le contrôle de 80% de l'édition scolaire. Au-delà des euphémismes de circonstance, nous avons là une grossière caricature du rôle de Père autoritaire, que la collectivité française attribue aujourd'hui à l'Éducation nationale, dont la fonction première est de renforcer la structure commune de refoulement de la souffrance.

Marc-André Cotton

Notes :

- (1) Sur le rôle des leaders dans la dynamique des groupes, lire notamment Lloyd deMause, *The Emotional Life of Nations*, <http://www.psychohistory.com>.
- (2) Lire Marc Chevallier, *Vivendi : à quand le requiem ?*, Alternatives économiques No 2002, avril 2002.
- (3) Michel Thoulouze dans *Le Monde*, cité par Roland Rossier in *Le cow-boy français qui se paie l'Amérique*, *L'Hebdo*, 10.1.02.
- (4) Lire Isabelle Rüf, *En rachetant Vivendi Universal Publishing, Lagardère prend le contrôle de l'édition française*, *Le Temps*, 24.10.02.
- (5) Jean-Yves Mollier, interviewé par Isabelle Rüf, *La vente du secteur éditorial de Vivendi crée une tempête*, *Le Temps*, 28.3.02.

Souffrances des arrivistes

La bourgeoisie doit son ascension sociale à sa volonté de s'aveugler sur l'origine de sa condition. Témoignage.

Lorsque j'étais adolescent, ma mère m'envoyait périodiquement visiter ses parents. Je restais avec eux quelques heures, je répondais à leurs questions et les écoutais récriminer interminablement contre « *les jours d'aujourd'hui qui ne sont plus ce qu'ils étaient* » et « *les jeunes ingrats qui ont le culot de vouloir les vivre.* » Lorsque je n'en pouvais plus de me sentir insulté et d'avaler des reproches, je trouvais un prétexte pour partir.

Dans le hall d'entrée, sur le radiateur, trônaient les enveloppes : sur chacune, le prénom d'un de leurs six petits-enfants. Je les avais vues dès mon arrivée, là, bien en évidence, je savais que dans chacune il y avait de l'argent. Grand-mère me tendait l'enveloppe avec un geste et un regard insistants : j'étais venu les voir, elle me payait pour ça, car « *toute peine mérite salaire* » disait-elle. Je prenais l'enveloppe, remerciais, et les quittais dans un malaise. Je me sentais coupable, sali et acheté.

Le salaire et l'humiliation

Pendant les neuf années de ma petite enfance où ma famille habitait dans la maison de mes grands-parents maternels, j'ai souvent assisté à la paye des ouvriers de leur entreprise de travaux publics. À cette époque, au début des années 60, les ouvriers venaient au bureau, faisaient la queue dehors en fumant, et, chacun son tour, ils entraient, enlevaient leur casquette et recevaient une enveloppe brune avec dessus, écrit à la main, le décompte des heures de travail et dedans leur salaire. Je regardais, fasciné, ces hommes forts, rudes et généralement bruyants se faire petits et humbles devant ma grand-mère, dispensatrice de la *sainte paye*. Patron et patronne distribuaient à qui sarcasmes et reproches, à qui quelques mots d'intérêt sur la famille restée au pays ou une gratification en argent.

Tous remerciaient et s'excusaient comme si leur salaire était un cadeau magnifique, comme s'ils n'avaient pas sué et souffert pour le plus grand profit de mes grands-parents. Ils agissaient comme s'ils restaient redevables, pourtant je voyais bien la dureté de leur vie et l'énorme travail qu'ils accomplissaient. Moi, j'avais assisté auparavant aux calculs des heures de travail, à l'ouverture du coffre *plein d'argent*, à l'empilement des billets et des

pièces sur le bureau, puis au remplissage des enveloppes. Le tout se faisait dans une ambiance de récriminations aigres, insultantes et coléreuses sur « *la paresse nationale de ces fainéants* », « *la cherté toujours augmentante de la vie* », la peur de ne pas s'en sortir « *si ça continuait ainsi* » ou sur des détails de leur vie privée. Des années plus tard, j'ai réalisé qu'à cette même période, mes grands-parents s'enrichissaient considérablement.

Un irrésistible besoin d'ascension

Tous deux venaient de familles pauvres et ont consacré leur vie au travail, à l'accumulation d'argent et à la reconquête sociale. Les souffrances et la misère de leur enfance les légitimaient pleinement d'asservir toute leur énergie dans l'exploitation d'eux-mêmes et des autres, leurs enfants et petits-enfants compris. Mes oreilles en ont été rebattues tout au long de mon enfance.

Grand-père était petit-fils d'immigrés italiens, fils de menuisier. Grand-mère était fille d'immigrés de la Suisse italienne. Nés à Genève, tous deux subirent douloureusement le racisme aigu et méprisant contre les Italiens (enfant, mon nom de famille à consonance italienne me valait toujours d'être traité de « *rital* », de « *magut* » ou de « *macaroni* »). Parler le français avec l'accent local, se comporter

comme un « *bon Genevois* », ravalier sans broncher les humiliations et la pauvreté dans cette Suisse romande qui prétendait être « *de cocagne* », leur coûta beaucoup, en souffrance et en refoulement.

Dans un tel contexte, « *sortir du lot* » et s'élever financièrement et socialement fut une priorité absolue. En 1939, grand-père fut mobilisé et grand-mère conduisit le camion de leur petite entreprise, car il fallait envers et contre tout faire rentrer l'argent. Avec la guerre, afflua d'Italie une main-d'oeuvre qualifiée, désespérée, affamée et prête à tout pour un travail. Ces hommes qui avaient laissé leur femme et leurs enfants au pays pour trouver de quoi les nourrir, mes grands-parents les connaissaient bien. Ils avaient les mêmes espoirs qu'ils avaient eux-mêmes eus, la même force de travail, les mêmes illusions. Connaissant si bien leur problématique, il était facile d'obtenir d'eux le maximum en leur donnant le minimum. Et ce minimum, la terreur de perdre leur travail et les conditions de vie humiliantes qui étaient imposées à ces hommes, je les ai vus de mes yeux d'enfant, petit-fils du chef d'une entreprise en pleine expansion.

C'est sur l'insensibilité résultante du refoulement et du déni de leur propre souffrance que mes grands-parents

(suite en page 7)

Bénéfices et sacrifices

Àu premier semestre 2003, le *Crédit Suisse Group* boucle sur un bénéfice de près de 2 milliards de francs. Pour les milieux économiques, « *cette performance s'explique notamment par les importantes économies réalisées.* » Le groupe annonce encore la suppression de quelque 2100 emplois, en Suisse. » (ATS, 5.8.03) Sur la seule période d'avril à juin, l'*Union Bank of Switzerland* a dégagé un bénéfice net de 1,639 milliard de francs, soit une progression de 23% sur un an. Là encore, « *les effectifs ont été réduits de 4%, permettant d'importants gains de productivité.* » (ATS, 13.8.03)

À une semaine d'intervalle, deux des plus grandes banques suisses annoncent des profits records quelques mois après des licenciements massifs, au nom du sacrifice à faire pour « *la bonne santé* » de l'économie. Les bénéfices faits sur le sacrifice de ces personnes sera distribué aux proprié-

taires et actionnaires au nom de la même « *réalité économique* ».

L'économie est fondée sur le postulat que l'Homme n'a de valeur qu'en ce qu'il est utile à produire des biens de consommation et à consommer ces mêmes biens, le tout au profit du maintien de la structure du Pouvoir. La famille repose sur la base que l'enfant est là pour fournir sa joie de vivre, son élan, son amour et son énergie à des adultes (parents et éducateurs) frustrés, déprimés, indisponibles, irrités, fatigués, humiliants, agressifs sinon violents. Lorsque l'enfant est par trop vidé de lui-même, il tombe malade, déprime, devient lui-même agressif et parfois meurt. Beaucoup trop souvent seul compte le bien de la famille, c'est-à-dire l'image et la structure sociale auxquelles l'adulte est fidèlement attaché comme ses parents et les parents de ses parents l'ont été avant lui.

B. G.

Symbole d'errance

Moyen d'échange, l'argent est avant tout un instrument de défense contre les mises à jour. C'est pourquoi il est immanquablement associé au Pouvoir.

Bien que vivement rejetée par la terreur sans cesse réactivée des hommes, l'activité de la conscience apparaît dans toute sa splendeur à travers son plus odieux déni. Cette infinie sensibilité, qui a le don de se réaliser elle-même, a posé, dans l'histoire de la langue française, des concepts caricaturaux qui, une fois matérialisés, nous rappellent constamment l'errance dans laquelle nous plonge l'obscurcissement de notre esprit. Tel est le cas du concept d'argent.

L'homme n'invente pas la monnaie, il crée un objet qui symbolise une problématique relationnelle spécifique et commune. L'argent désigne tout d'abord le métal ; il dérive du latin *arguus* – «éclat, blancheur» – d'où vient le verbe *arguer*, archaïquement «faire briller, éclairer» puis au figuré «démontrer» et «convaincre», qui donne «arguer, argument» (1). En quelques lignes, la manipulation de la pensée est ordonnée. Le métal devient un concept dont l'éclat est trompeur, mais il conserve précieusement en son sein toutes les données d'une torsion de la vérité.

L'argent, dans le sens de monnaie, désigne spécialement la pièce de métal (d'argent) frappée par une autorité souveraine et servant aux échanges. Or, il se trouve que les échanges harmonieux entre les êtres humains sont faussés par une

autorité, celle de l'homme et particulièrement celle du père qui s'impose comme souverain en frappant femmes et enfants. Il frappe ce qu'il a de plus précieux.

Souffrances non résolues

On retrouve les origines du mot *monnaie* dans le grec *Mnemosunê* qui signifiait «dont on conserve le souvenir». La mémoire collective des femmes et des enfants détient le souvenir des coups et des humiliations qui leur furent infligés sur des générations et qui déterminent encore aujourd'hui les bases relationnelles humaines. La figure dominatrice s'imprime dans la chair comme sur le métal chaud des pièces saisies par la machine infernale, image projective de la rigidité de toutes structures despotiques. Ces passages à l'acte sont la manifestation des souffrances non-résolues qui handicapent le plein exercice de la conscience. S'il n'y avait pas un tel enjeu, il n'y aurait pas mémorisation des traumatismes ni traces de l'histoire de notre névrose.

Le mot *argent* est l'un des substantifs qui a le plus grand nombre de synonymes argotiques et familiers, c'est dire l'étendue de l'implication de chacun dans sa manifestation symbolique. Il révèle la façon dont nous tirons parti de nos souffrances, lorsqu'au lieu de nous en libérer – par défaut d'écoute, de présence, d'accueil, d'amour, de conscience et de confiance – nous *travaillons* l'aspect projectif du processus de refoulement pour nous imposer des comportements sociaux aboutissant à une production phénoménale de biens et services de compensation. Cette

capacité à rejouer les schémas traumatiques, à matérialiser des supports symboliques est récupérée et valorisée comme étant une capacité à réussir, à vivre, à se développer en dépit de l'adversité. Dès lors, l'argent est l'instrument de défense et de résistance le plus performant contre la mise à jour.



Jules César (101-44 av. J.-C.)

Monnaie

«La figure dominatrice s'imprime dans la chair comme sur le métal chaud des pièces saisies par la machine infernale, image projective de la rigidité de toutes structures despotiques.»

Alors qu'il révèle, à celui qui veut voir, toutes les formes de supplices opérés sur la nature humaine, il est employé, par tous ceux qui refusent de saisir l'enjeu du jeu, pour maintenir l'aveuglement collectif.

Sylvie Vermeulen

Note :

(1) Les définitions sont extraites du *Dictionnaire historique de la langue française*, Le Robert, Paris, 1998.

(suite de la page 6)

ont exploité en toute légitimité ces travailleurs, dits saisonniers. C'est sur la force de travail et la volonté de survivre de ces hommes, malgré le mépris ambiant, qu'ils s'étaient enrichis et que la prospérité économique suisse était fondée ; mais à quel coût ! Au prix d'un silence coupable et irresponsable, faussement innocent. Au prix d'une insensibilisation individuelle et collective plus douloureuse encore des jeunes générations qui reçurent en fait d'héritage : *le mutisme, le mensonge et l'argent du silence, scellément du refoulement de la souffrance de tous*. La croissance économique est fondée sur cette culpabilité. Elle gère le refoulement collectif par l'épuisement dans le stress dû au travail, et la compensation par la consommation.

Soumission à l'économisme

La soumission quasi aveugle des salariés à l'entreprise est la même que celle qu'ils ont vécu sous l'autorité de leurs parents. Les attachements et les comportements sociaux sont les tristes reflets de leur vécu d'enfants maltraités et obéissants. Attendre d'un entrepreneur qu'il prenne conscience que ses choix industriels, financiers et sociaux sont destructeurs pour la planète et la communauté humaine, c'est ne pas voir qu'il rejoue sur la collectivité (et au nom de celle-ci) ce que ses parents lui ont fait subir et, à travers eux, les lignées familiales auxquelles il est aveuglément identifié.

Les ouvriers et les employés salariés attendent que les patrons reconnaissent le temps et l'énergie qu'ils consacrent à l'entreprise, sans voir que ceux dont ils

dépendent financièrement aujourd'hui, ressemblent, par leurs exigences et leur mépris, aux parents auxquels ils ont sacrifié leur vitalité d'enfant. Ils se sentent donc victimes d'un homme ou d'un système alors qu'ils rejouent leur passé et celui de leurs aïeux. Faute de remettre en cause ces derniers, ils maintiennent et consolident le Pouvoir qui les manipule, les utilise et les consomme.

L'économie est l'expression du mode relationnel dominant que nous acceptons de faire subir aux enfants et que nous imposons à nos voisins faute d'avoir pu vivre des relations vraies et respectueuses avec nos parents. La soumission à l'économisme, empêche la reconnaissance et l'engagement de chacun dans le processus naturel de libération.

Bernard Giossi

Face aux maîtres du monde

Les adultes projettent sur les instances économiques leur propre capacité à mettre en place un monde harmonieux. Ils le font sur le refus de reconnaître l'état de souffrance, de refoulement, de panique et de terreur dans lequel vivent leurs représentants.

Dès lors, ils créent une situation qui réactive en eux les sentiments d'impuissance, de révolte, de colère, d'injustice, d'impatience qui colonisent leur présent. Dans ce contexte, la démocratie est interactive. Elle permet au peuple de se déresponsabiliser de son inconscience tout en devenant la bonne conscience d'une élite qui jongle avec l'humanisme pour conserver les assurances que lui procure le Pouvoir. Il faut comprendre l'extrême importance qu'ont ces assurances pour l'équilibre de son édifice psychologique. A la simple pensée d'en être privées, ses membres se sentent anéantis. L'ingéniosité et les monstruosité que ces derniers mettent en oeuvre pour conserver leurs compensations montrent l'emprise du piège relationnel dans lequel ils ont été enfermés, enfant, jusqu'à complète identification.

Responsabilité commune

Les dirigeants sont terrifiés par la puissance d'une vie qui les invite constamment à réaliser la teneur dramatique de leur histoire personnelle. Ils s'accrochent, avec la volonté du désespoir, à leur construction névrotique, car ils savent inconsciemment qu'elle est le seul édifice encore capable de maintenir refoulées leurs souffrances. Cette terreur nourrit leur refus de faire des liens de causes à effets entre l'exercice du Pouvoir, ce qu'ils ont vécu et la folie dans laquelle ils s'exécutent. C'est pourquoi ils vulgarisent à grands frais leur propre modèle fantasmatique du « bonheur ». Mais tous les adultes ont une responsabilité dans cette situation, car au lieu d'accueillir et d'écouter celui qui prétend être au-dessus des autres (celui qui brandit son statut social comme une valeur supérieure à la qualité d'être humain), bon nombre d'entre eux l'envient pour ses possessions, l'imitent pour ses manières, et les autres « changent de trottoir ». Ainsi, l'ensemble de la population conserve son support préféré, coupable de tous ses maux.

L'enjeu du jeu

Le pouvoir est l'oeuvre de notre conscience. Il est engendré par le processus de libération de notre inconscient. Il gère nos jeux et sa légitimité est déterminée par sa raison d'être. Les représentants du Pouvoir, qu'ils soient religieux, politiques ou économiques, installent leur hégémonie sur la capacité qu'a l'Homme de rejouer ses traumatismes. Leurs privilèges dé-

Aveuglement

« Les grands patrons ignorent royalement l'ampleur de leur inconscience et ne connaissent la situation internationale qu'en fonction de leurs impératifs névrotiques. »

pendent de l'usurpation qu'ils opèrent sur l'enjeu du jeu. L'éducation est la forme la plus raffinée de la manipulation de cet enjeu. Plus l'enfant est déconnecté de sa réalité par ses exigences des adultes et plus il est susceptible de devenir un *bon* représentant du pouvoir et un *bon* citoyen, aveugles, soumis et raisonnables. En conséquence, nos représentants ont perdu leur humanité pour avoir mis leur vitalité au service de cette représentation coupée de son sens. Ils ressassent les croyances, les règles, les lois, les valeurs, les calculs de leur classe sociale et luttent contre tout ce qui menace leur mise en scène, trouvant plus de sécurité dans la fabrication de clones humains que dans la fécondité de la vie. Ils justifient les guerres économiques au nom de leurs principes et exécutent périodiquement l'espoir de vivre un jour pleinement conscient et donc libre d'un passé totalement révélé.

L'économie libérale

Au *World Economic Forum* (WEF) réunit annuellement à Davos (Suisse), les représentants de l'économie mondiale peaufinent l'esprit du Pouvoir. Ils réajustent leur vision commune en fonction des événements présents et la présente comme une avancée extraordinaire qui va permettre à tous d'être heureux.

Le maître à penser du WEF, le professeur Klaus Schwab, fils de pasteur, rappelle le lien familial : « *Nous sommes tous membres d'une communauté de destin* » (1). Puis il scande les nécessités du jour : « *Il faut se concerter et définir avec le plus grand nombre*

de pays démocratiques des standards avec une forte légitimité. Il faut s'engager plus avant et définir des objectifs et des moyens d'action pour les atteindre » et présente la nouvelle oeuvre caritative intitulée « *Global Health* ».

Fidèle reflet de son propre père, son rôle est, comme il le dit lui-même, celui du pasteur au temple le dimanche : « *Je parle avec ces dirigeants de bonne gouvernance, de responsabilité sociale et de citoyenneté de l'entreprise.* » Ce paternalisme est essentiel car il encourage la poursuite sur la voie de l'économie libérale. Il canalise et unit ses représentants en réaffirmant les caractéristiques de leur rôle. Il s'agit en fait de stabiliser les jeux, c'est-à-dire de les rendre inopérants pour la conscience mais rentables pour le commerce.

Les mondialistes de l'économie occidentale prétendent pouvoir compenser l'ultime sacrifice de chaque acteur de leur réussite : le sacrifice de sa conscience. Il est donc impératif que chacun croie que la société impose un équilibre salvateur et assure le bonheur au plus grand nombre. Celle-ci prétend même aujourd'hui pouvoir l'assurer à tous dans le cadre extrêmement réduit de l'épanouissement personnel à l'école puis dans le travail, de l'abondance des possessions matérielles et de la diversité des loisirs, ce qui manifeste un profond mépris de la nature humaine.

Impératifs névrotiques

Les grands patrons ignorent royalement l'ampleur de leur inconscience et ne connaissent la situation internationale qu'en fonction de leurs impératifs névrotiques. Pour éviter le « coup fatal » de la prise de conscience, ils se sermonnent eux-mêmes, évitant ainsi toutes les propositions de remise en cause. À Davos, cette année, il a fallu la présence de quarante chefs religieux pour assurer l'engagement des chefs d'entreprises dans la résolution des grands problèmes sociaux de notre temps : « *Un mouvement massif pour s'assurer qu'il sera bien question de morale cette année. Il y va de l'intégrité personnelle des dirigeants.* » À quand les quarante psychothérapeutes pour assurer les prises de conscience ?

Sylvie Vermeulen

Note :

(1) Interviewé par Stéphane Benoît-Godet, « *Nous avons tous été victimes d'une euphorie coupable* », Le Temps, 23.1.03.